

La préparation d'une opération humanitaire au Rwanda

## La détermination de la France se heurte à l'opposition du Front patriotique rwandais

La France doit pré-positionner des troupes à la frontière rwandaise, en attendant le vote d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU l'autorisant à lancer une opération humanitaire au Rwanda avec d'autres partenaires. Pour l'instant, seul le Sénégal s'est engagé à s'associer à l'initiative française.

■ **REJET.** Le dispositif militaire imaginé par la France repose sur un double pari. Or l'opération s'avère risquée, dans la mesure où le Front patriotique rwandais (FPR), qui contrôle les deux tiers du pays, rejette le projet français.

■ **COMBATS.** Les rebelles du FPR poursuivent leurs offensives au centre de Kigali et leur progression vers Butare, la deuxième ville du pays, située au sud, sur la route qui mène à Bujumbura, la capitale du Burundi voisin.

Si la proposition française a reçu un bon accueil en Europe comme aux Etats-Unis - « non seulement je vous soutiens, mais je vous admire », a déclaré le secrétaire d'Etat Warren Christopher à Alain Juppé par téléphone -, du côté occidental, seule l'Italie semble susceptible de se joindre à la France pour ce qui est de l'envoi de militaires. Sans avancer de chiffres d'effectifs, Rome n'a pas répondu par la négative à la demande française. Quant aux autres pays européens, ils ne se sont prononcés qu'en faveur d'un soutien logistique ou matériel.

Du côté africain, le ministre des affaires étrangères, en visite à Dakar samedi et dimanche, a obtenu l'engagement du Sénégal, prêt à envoyer entre 200 et 300 hommes, sur les 800 qui doivent être déployés dans quelques

semaines dans le cadre de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) renforcée. Mais il s'agit pour l'instant du seul engagement formel. Or le ministre français de la défense, François Léotard, a déclaré samedi qu'il était « évident que nous ne sommes seuls et que nous ne restons longtemps ».

La décision de Paris semble pourtant irrévocable. L'Etat et Maignon ont annoncé samedi, dans un communiqué conjoint publié à l'issue d'une réunion interministérielle, que la France avait décidé d'envoyer sur les frontières du Rwanda « les moyens nécessaires » à une opération internationale à but humanitaire « destinée à sauver des vies humaines et à mettre fin

aux massacres ». « Ces forces, conjointement avec celles de pays africains et occidentaux qui s'y joindront, assumeront leurs missions en attendant que la MINUAR soit en mesure de remplir le mandat qui lui a été confié par le Conseil de sécurité », poursuit le communiqué. Le même jour, le président Mitterrand a déclaré que l'envoi d'une « force de protection humanitaire » n'était plus qu'une « affaire d'heures et de jours ». « Deux ou trois pays africains ont répondu favorablement, j'attends encore une réponse ferme de pays européens, a-t-il dit; quoi qu'il en soit, nous le ferons, chaque heure compte. »

Lors de sa visite au Sénégal, Alain Juppé, qui a admis qu'il s'agissait d'une « opération risquée », a indiqué que le Conseil de sécurité devait adopter mardi ou mercredi la résolution proposée par la France (rédigée dans le cadre du chapitre 7, qui autorise le recours à la force) et que l'opération pourrait donc avoir lieu dans le courant de la semaine. Le ministre des affaires étrangères s'est refusé à donner des précisions sur le pré-positionnement des troupes françaises à la frontière rwandaise, mais, de source sûre, l'on confirme qu'il s'agirait de la frontière zaïro-rwandaise.

### Rejet sur le terrain

Cette détermination contraste avec les réactions du Front patriotique rwandais (FPR), convaincu que l'intervention initiée par la France a pour objectif de geler la situation militaire, alors que la victoire lui semble proche. « Ce n'est pas aux Français d'intervenir; c'est à nous de le faire », a affirmé samedi le porte-parole du FPR, le commandant Wilson Rutayisire. Le représentant du FPR en Europe, Jacques Bihozagara, a publié à Bruxelles un communiqué appelant les Rwandais à « la mobilisation générale ». « Vous connaissez la part de la France dans l'élaboration du plan de génocide dont vos parents, frères et sœurs ont été victimes », indique ce communiqué. « Aujourd'hui, la France, parachevant son plan, vole au secours des bourreaux aux abois; elle réussira, comme dans le passé, à tromper l'opinion internationale et à avoir son aval, voire son soutien. »

Reproches identiques sur le terrain, où le chef militaire du FPR,



Paul Kagamé, a déclaré, dans un entretien à la BBC, qu'il ne rencontrerait pas l'ambassadeur de France au Rwanda, Jean-Michel Marlaud, qui avait été évacué de Kigali en avril, et qui est parti dimanche en mission de contact auprès du FPR, en compagnie du directeur adjoint de la direction des affaires africaines et malgaches du Quai d'Orsay, Yannick Gérard.

Même Faustin Twagiramungu, le premier ministre désigné par les accords d'Arusha, un Hutu modéré qui a l'oreille des autorités françaises, condamne le projet français, en rappelant que les accords d'Arusha n'ont été signés que parce qu'ils impliquaient le retrait des

troupes françaises. « La France ne peut pas prendre de décisions unilatérales sur notre pays, sans nous consulter, nous a-t-il dit par téléphone de Montréal. Le retour des Français risque d'aggraver la situation. »

Un rejet qui s'est matérialisé sur le terrain: un convoi français d'aide humanitaire, parti de la frontière ougandaise en direction de Kigali avec l'accord du FPR, a été bloqué à une vingtaine de kilomètres de la capitale, par un officier du FPR, et si une partie de l'aide a été distribuée, une autre a repris le chemin de l'Ouganda.

M.-P. S.

## Violents combats à Kigali et progression du FPR vers le sud

De violents combats se sont poursuivis dans la matinée lundi 20 juin à Kigali, où les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) ont intensifié leurs attaques au cours du week-end. Les combats se déroulent dans différents quartiers, notamment le centre-ville, le sud-ouest et deux camps militaires, du nord et de l'est. Dimanche soir, le ciel de Kigali était zébré de fusées éclairantes et de balles traçantes, pendant que les lance-roquettes multiples tonnaient dans les collines.

« Il y a beaucoup de combats, le FPR soumet l'armée à une forte pression, et les soldats gouvernementaux se défendent âprement », a estimé le major Jean-Guy Plante, porte-parole militaire de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR). Malgré ces offensives rebelles, a-t-il dit, « nous n'avons pas noté de changement significatif dans les positions des uns et des autres ». La MINUAR espère néanmoins obtenir des belligérants qu'ils observent une trêve afin de poursuivre ses opérations d'évacuation des civils bloqués de part et d'autre des lignes ennemies. Ces évacuations n'ont pu avoir lieu dimanche en raison de l'intensité des combats.

Le FPR poursuit également sa progression vers le Sud et Butare, la deuxième ville du pays. Le commandant de la MINUAR, le général Romeo Dallaire, s'est dit « surpris » par la vitesse à laquelle les rebelles avancent.

Dimanche, à la mi-journée, trois obus sont tombés sur l'hôpital du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), au cœur de Kigali, tuant une jeune employée rwandaise du CICR et blessant trois autres personnes. Depuis vendredi, cinq cents blessés ont été soignés dans cet hôpital.

Broniek Szynalski, directeur de la division des urgences du Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM), a estimé que si les combats continuaient au Rwanda, les organisations humanitaires allaient se trouver dans l'impossibilité de livrer des vivres à trois millions de Rwandais. M. Szynalski a précisé que des millions de réfugiés sont en train de fuir vers l'ouest du pays, contrôlé par les forces gouvernementales, devant l'avancée du FPR. Plus d'un million de personnes pourraient entrer au Zaïre, ce qui provoquerait un désastre dans la région, a-t-il affirmé. - (AFP)